
NOUVELLES SUR LE COTON – 12 mars 2009

Entre crise financière et repli protectionniste, un espoir pour le coton ?

La quadrature du cercle...

Comment pousser ses partenaires commerciaux à ouvrir leurs marchés tout en cédant aux sirènes des tentations protectionnistes à l'intérieur de ses propres frontières ? Position pour le moins inconfortable que tentent de tenir les chefs d'Etats à l'heure actuelle, face à la crise galopante, la montée des insatisfactions, la nécessité de trouver des solutions globales malgré l'impopularité de celles-ci... Respect des engagements internationaux rime difficilement avec satisfaction des intérêts domestiques. Un autre dilemme met à mal les Etats en période de crise : engager des dépenses publiques massives d'un côté, notamment par des plans de relance, tout en réalisant des économies pour soulager la pression budgétaire de l'autre. Mis ensemble, tous ces éléments génèrent forcément des incohérences dans les politiques, voire des problèmes de conformité avec des engagements pris antérieurement.

L'agenda 2009 de la politique commerciale américaine est un modèle du genre. On savait déjà que le commerce (sous-entendu relations avec les autres pays) ne serait pas une priorité des premiers mois de la présidence Obama. Il est maintenant confirmé que peu d'action concrète est à attendre dans ce domaine pour l'instant. La situation actuelle offre même un bon prétexte pour permettre à l'Administration américaine de passer en revue tous les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux en cours de négociation et ceci quelque soit le niveau d'avancement des pourparlers. Les Etats-Unis annoncent un réel raidissement envers leurs partenaires commerciaux et demandent que ces derniers offrent de nouvelles concessions avant que ne soient relancées les négociations.

Une opportunité pour le coton ?

Sur un plan juridique, le cas du coton est entré dans sa phase ultime. Les Etats-Unis ont perdu tous les recours possibles et sont maintenant confrontés à un choix : payer les compensations demandées par le Brésil ou négocier une réforme de son système de soutien au coton afin de le rendre compatible avec les règles de l'OMC. Les Américains ont déjà fait savoir qu'ils trouvaient déraisonnables les demandes du Brésil. Le montant des mesures de rétorsion sera déterminé par un panel arbitral mais la décision n'est pas attendue avant quelques mois. Il faut être conscient que dans le cas où la compensation s'appliquerait, les pays africains producteurs de coton ne retireraient absolument rien d'une bataille juridique qu'ils ont soutenue depuis 2002. A l'inverse, si le Brésil négocie avec les Etats-Unis une réforme des aides au coton, les pays africains bénéficieraient d'une moindre distorsion des prix sur le marché mondial.

On peut légitimement penser qu'une négociation est possible, et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'Administration Obama en quête d'argent frais a annoncé sa volonté de faire des coupes franches dans les subventions allouées à l'agrobusiness, notamment en limitant les soutiens directs accordés aux producteurs. Plus spécifiquement, il est également proposé de mettre fin aux subventions au stockage du coton. De plus, l'agenda de la politique commerciale du Président mentionne que les Etats-Unis doivent faire plus attention à la façon dont « leurs politiques influencent le bien-être des personnes souffrant tant dans le pays que dans les régions les plus pauvres du monde ». Enfin, les Etats-Unis ont réaffirmé leur attachement au système de règlement des différends de l'OMC, leur volonté de trouver des solutions négociées au cours des procédures et leur détermination à faire appliquer les règles commerciales. De ces Américains enclins à promouvoir la conformité et le respect des règles, on pourrait espérer une réforme de leur soutien au coton...

Il est évident qu'il y a un océan entre annoncer une coupe dans les subventions agricoles et obtenir l'accord du Congrès. On sait à quel point les questions agricoles réunissent des soutiens bipartisans et même si les agriculteurs américains ont été moins touchés par la crise des subprimes que d'autres catégories de la population, leurs élus ont déjà annoncé que le projet de baisse des subventions était mort avant d'arriver au Congrès et qu'il n'était pas question de réformer une Farm Bill votée l'an dernier pour 5 ans.

Conclusion

L'annonce d'une baisse des subventions agricoles, même si elle est motivée par des considérations purement domestiques, a été plutôt bien perçue par les partenaires

commerciaux des Etats-Unis¹, notamment dans la perspective d'une reprise des négociations commerciales multilatérales. Concernant le coton, ce n'est pas une porte qui s'ouvre en grand mais on peut raisonnablement penser qu'il y a une petite fenêtre d'opportunité dans laquelle il serait bon de se faufiler. Pour un Président démocrate tel qu'Obama, presque « naturellement » protectionniste et prônant la défense des travailleurs par l'amélioration des normes relatives au travail et à l'environnement, accepter d'appliquer les recommandations de l'Organe d'Appel lui permettrait de montrer son attachement au système multilatéral. Plus largement, on se prend à espérer que le coton puisse servir de catalyseur pour la reprise des pourparlers à Genève. En effet, une solution négociée entre le Brésil et les Etats-Unis fondée sur une réforme du régime américain d'aide au coton enverrait un signal fort sur la considération que les Etats-Unis portent aux pays les plus pauvres, notamment africains, tout en supprimant du même coup une épineuse question de l'agenda de la négociation. En temps de crise, l'espoir fait vivre...

Les projets menés par IDEAS Centre ont pour objectif principal de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Le Centre est fort de ses 5 années d'expérience sur cette problématique. Sa mission consiste à aider les responsables politiques à élaborer des stratégies permettant de tirer profit de la mondialisation en faveur du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque pays et au sein d'un système commercial international mieux intégré et plus juste.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch

Pour plus d'information sur IDEAS Centre, voir notre site : www.ideascentre.ch.

Pour plus d'information sur le Geneva Trade & Development Forum, voir notre site : www.gtdforum.org.

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41

¹ See Bridges Weekly Trade News Digest, Vol. 13, n° 8, 4th March 2009.